

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [94] (2006)
Heft: 1503

Artikel: Les domestiques au 19e siècle : de l'abondance à la pénurie
Autor: Mottu-Weber, Liliane
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283004>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les domestiques au 19^e siècle: de l'abondance à la pénurie

Dans un premier article consacré aux domestiques, nous avons pu constater l'importance de cette catégorie de la population féminine sous l'Ancien régime¹. A la fin du 18^e siècle, période de crise économique, on estime que près d'une femme active sur deux est employée comme domestique. Au 19^e siècle, le nombre des domestiques poursuit sa progression dans les villes, en raison de l'augmentation de la population et de l'immigration régulière de jeunes femmes, auxquelles les régions rurales n'offrent que peu de possibilités d'emploi – notamment là où l'industrialisation dans le textile (création de filatures) a entraîné la suppression d'activités naguère exercées par les femmes à domicile.

LILIANE MOTTU-WEBER

Ainsi, vers 1850, les domestiques sont deux fois plus nombreuses à Genève qu'au début de la Restauration (1816-1823); entre 1870 et 1888, malgré l'apparition de nouvelles branches d'activité ouvertes aux femmes, aussi bien dans les services que dans la production industrielle et manufacturière, elles représentent encore près du tiers des femmes actives. On a même pu parler d'une «féminisation» de certaines populations urbaines due à cet afflux de domestiques originaires de la campagne et de l'étranger (Head-König). Au tournant du 20^e siècle, toutefois, cette évolution marque le pas: longtemps resté presque égal à l'effectif des femmes employées dans l'industrie et l'artisanat, celui des domestiques n'en atteint plus que les 60%. Il est vrai que, mieux scolarisées et plus instruites, les femmes sont plus nombreuses dans l'enseignement et les métiers de la santé; on les trouve aussi dans l'hôtellerie et la restauration, dans les administrations publiques et privées (banques, poste, télégraphe, téléphone), où, écartées des postes à responsabilité, elles resteront toutefois longtemps confinées dans les tâches répétitives et subalternes.

Un âge d'or pour Madame

Ces précisions sont utiles pour comprendre les problèmes qui agiteront le monde de la domesticité au 19^e siècle. Si la vie et les travaux des servantes, des bonnes d'enfants et des cuisinières de cette époque ressemblent beaucoup à ceux des domestiques des siècles antérieurs, l'atmosphère dans laquelle ils se déroulent s'est beaucoup durcie: la cité abrite une population immigrée plus nombreuse et on ne se connaît plus forcément d'une maison ou d'une rue à

l'autre. Dans les quartiers populaires – où même les familles d'artisans ou de petits commerçants dépendent souvent d'une «bonne à tout faire» pour la tenue du ménage en l'absence de la mère –, les conditions de vie se sont dégradées, cependant que dans la ville haute, le grand train de maison des familles de la bourgeoisie implique l'engagement d'un important personnel hiérarchisé et stylé – valet ou femme de chambre, bonne(s) et cuisinière(s) – dont les patrons exigent une disponibilité totale, ce qui posera bientôt la question des congés que l'on rechigne à leur accorder.

Traditionnellement les domestiques avaient été en majorité de jeunes Genevoises confiées – vers 11 ou 12 ans, en attendant un mariage plus ou moins hypothétique – à des parents ou à une famille du quartier, en vue d'apprendre le ménage et souvent même un peu du métier exercé par la maisonnée. Avec le développement spectaculaire de la cité, surtout durant la seconde partie du 19^e siècle, les relations entre patrons et servantes deviennent plus distantes qu'auparavant. Pour trouver du personnel ou une place, il faut recourir aux petites annonces affichées dans les magasins ou publiées dans les journaux, voire à de coûteuses agences de placement privées, dont les prestations donnent régulièrement lieu à des plaintes de part et d'autre. Or, depuis la disparition des règlements corporatifs en 1798, l'image du maître/père de famille responsable des gens qu'il emploie et des apprentis qu'il forme est devenue floue, en sorte que nombre de domestiques sont immergées dans les tracasseries de la vie d'une famille tout en y restant une personne étrangère et solitaire.

Protéger et surveiller les domestiques

Les plaintes des maîtresses de maison et les abus dont sont victimes leurs employées finissent par alerter les philanthropes et les hommes d'Eglise. Comme cela avait été le cas durant la période révolutionnaire², certains articles critiquent l'impatience et le comportement méprisant des maîtresses de maison et dénoncent les privautés que se permettent parfois les hommes de la famille avec les servantes. Le renvoi de ces jeunes femmes lorsque advient une grossesse est en effet directement lié au «fléau de la prostitution» que les milieux bien pensants s'efforcent de combattre; or, plus de 60% des prostituées sont d'anciennes domestiques, qui s'y adonnent faute de retrouver un nouvel emploi. On s'inquiète aussi du sort de celles qui se retrouvent sans toit ni ressources lorsqu'elles tombent malades ou ne sont plus capables d'assurer leur service du fait de leur grand âge. Mais plus souvent encore, on se plaint du manque de qualifications des domestiques, de leur insolence, de leur instabilité, de leur manque d'amour du travail, voire de leur malhonnêteté, défauts qui servent souvent de prétexte pour chasser ces employées sans dédommagement et sans états d'âme.

Ces préoccupations sont à l'origine de la création de deux associations, l'Association [catholique] *Sainte Blandine pour les domestiques de Genève* (1848), et la Société des domestiques protestantes (1852), lesquelles ont pour but de protéger, surveiller et recueillir les domestiques, qui arrivent généralement de la campagne savoyarde ou des cantons suisses, en cas de maladie (infirmerie), de chômage et de vieillesse (asile). Faisant office de bureau de placement gratuit et

histoire des femmes

rappelant à l'occasion les patronnes à leur devoir, ces sociétés offrent donc une aide appréciable aux domestiques. Mais, par l'institution d'un *livret* (délivré par la police) et de certificats de conduite, elles entendent aussi assurer des garanties aux employeurs; en même temps, elles s'efforcent d'inculquer aux employées de maison le sens du service chrétien, de la soumission, de la fidélité et du respect de leurs patrons. Toutefois, dénoncer les conditions déplorables dans lesquelles elles vivent et accomplissent leurs tâches quotidiennes ne figure pas (encore) à l'ordre du jour des élites de ce milieu du 19^e siècle, qu'elles soient radicales ou conservatrices ! Ainsi, c'est en 1907 seulement que sera fondée la *Société des secours mutuels pour les domestiques femmes*, à une époque où plusieurs pays occidentaux seront frappés par une crise de la domesticité.

La «question des domestiques» («*Dienstbotenfrage*»)

Jusqu'à la fin du 19^e siècle, la réelle condition des domestiques ne parvint pas à vraiment attirer l'attention des réformateurs sociaux – engagés dans d'autres combats. Partout, elles étaient logées sous les toits ou dans des chambres exiguës et mal chauffées, sous-alimentées, souvent malmenées par les enfants, par Madame ou Monsieur, voire privées d'une partie de leur modeste salaire pour avoir cassé de la vaisselle ou s'être attardées au marché. Coupées de leur environnement social et familial, elles étaient prisonnières de l'univers clos d'une famille étrangère, dans la mesure où les horaires de travail interminables et les congés rares étaient la norme. Or, comme d'autres emplois plus attrayants s'offraient à elles et que la demande de domestiques restait forte, il fallut faire appel à des étrangères – en 1902, leur nombre dépasse à Genève largement celui des Confédérées –, dont les connaissances ménagères ne corres-

pondaient pas toujours aux habitudes locales. En même temps, l'on prit conscience que la formation des filles aux tâches domestiques ne se faisait plus, dans les milieux simples ou ouvriers, où les mères travaillaient durant la plus grande partie de la journée en usine ou à domicile.

L'action entreprise par Emma Coradi-Stahl, présidente de la *Société féminine suisse d'utilité publique* (SFSUP) fondée en 1888, est représentative de ces préoccupations, dont on discutait notamment dans les nombreuses associations féminines nées à cette époque. Pour revaloriser le travail ménager, qui jusque-là était surtout enseigné dans des orphelinats ou des institutions de redressement, une école ménagère est ouverte à Buchs/Aarau, puis une école de domestiques à Lenzbourg, puis ailleurs, la SFSUP demandant bientôt que l'enseignement ménager devienne obligatoire pour les filles, ce qui sera réalisé en 1904 à Fribourg, puis en Suisse allemande.

La création de l'*École professionnelle et ménagère de jeunes filles de Genève* en 1897 répond aux mêmes visées. Par des cours d'économie domestique, il s'agit de mieux préparer à leur tâche les futures épouses et mères de famille des milieux populaires – et par là de remédier aux grands fléaux sociaux du 19^e siècle, en formant des femmes capables de tenir un ménage, soit d'entretenir les vêtements, de couper, de coudre, de broder, de raccommorder, de préparer des aliments, compétences qu'elles pourront au besoin utiliser pour gagner leur vie, sans faire concurrence à la main-d'œuvre masculine. Ces idées ignorent d'ailleurs les frontières: en 1908, un Congrès international de l'enseignement ménager se réunit à Fribourg. Peu après, dans un exposé sur la «question des domestiques», Emma Coradi-Stahl dressera un catalogue des normes morales et éthiques qui doivent régir le comportement des patrons et des domestiques.

Leurs rôles et leurs conditions sont bien distincts : chacun doit «rester à sa place». Notons que si la SFSUP crée des primes de fidélité (5, 10, 15 ans) pour les meilleures domestiques, dont les noms sont publiés dans la *Neue Zürcher Zeitung*, la même société se prononcera contre le principe de deux après-midi de congé par mois.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les besoins de l'économie, le désir des femmes d'utiliser les compétences professionnelles qu'elles ont acquises, et la nécessité dans laquelle se trouvent la plupart d'entre elles de gagner leur vie se conjuguent pour faire que la «question des domestiques» reste posée, en des termes certes un peu différents. L'aire de recrutement des employées de maison s'est étendue au monde entier, ce qui implique que nombre de ces femmes, forcées de s'expatrier par la misère et le chômage qui frappent leur pays d'origine, vivent chez nous dans la clandestinité, exposées à être exploitées et sans cesse menacées d'expulsion. Des conditions qui ressemblent fort à celles du 19^e siècle³...

¹ Voir l'*émilie*, no 1500 (mars 2006), pp. 6-7

² Idem

³ Pour en savoir plus, en Suisse: Nicole Boymond, *Les «gueux» de la poussière*, Mémoire de licence, Fac. des lettres, (Histoire générale), Genève, 1980; Madeleine Lamouille, *Pipes de terre et pipes de porcelaine. Souvenirs d'une femme de chambre en Suisse romande, 1920-1940*, publiés par Luc Weibel, Genève, Zoé, 1978; Anne-Lise Head-König, «Les apports d'une immigration féminine traditionnelle à la croissance des villes de la Suisse. Le personnel de maison féminin (XVIII^e-début du XX^e siècle)», *Revue suisse d'histoire*, 49 (1999), 1, pp. 47-63 (notamment le tableau des origines, p. 60); Anne-Lise Head-König et Liliane Mottu-Weber, *Femmes*